

REPUBLICQUE FRANÇAISE

*Liberté Égalité Fraternité*



PRÉFECTURE  
DE LOIRE-ATLANTIQUE  
Direction des Affaires Décentralisées  
et de l'Environnement  
Bureau de la Protection de l'Environnement  
MOM

ENV

## ARRÊTÉ

LE PREFET DE LA REGION PAYS-DE-LA-LOIRE  
PREFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE  
Officier de la Légion d'Honneur

VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée, relative aux Installations Classées pour la protection de l'environnement ;

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi précitée ;

VU le décret modifié du 20 mai 1953 fixant la nomenclature des Installations Classées ;

VU l'arrêté ministériel du 13 juin 1994, modifié par l'arrêté ministériel du 29 mars 1995, fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de volailles et (ou) gibiers à plumes soumis à autorisation au titre de la protection de l'environnement ;

VU le récépissé de déclaration délivré à Mme Corinne ALLIOT pour exploiter un élevage de 9000 dindes de chair à « La Chauvinais » à AVESSAC ;

VU la demande formulée par Mme Corinne ALLIOT en vue d'obtenir l'autorisation de procéder à l'extension de l'élevage précité en portant l'effectif total à 54000 animaux-équivalents ;

VU les plans annexés à la demande ;

VU le dossier de l'enquête à laquelle il a été procédé sur cette demande ;

VU l'avis du Commissaire Enquêteur en date du 8 décembre 1997 ;

VU l'avis du Conseil Municipal d'AVESSAC en date du 28 octobre 1997 ;

VU l'avis du Conseil Municipal de MASSERAC en date du 26 septembre 1997 ;

VU l'avis du Conseil Municipal de GUEMENE-PENFAO en date du 4 septembre 1997

VU l'avis du Directeur des Services Vétérinaires, Inspecteur des Installations Classées pour la protection de l'environnement en date du 25 juin 1997 ;

VU l'avis du Préfet d'Ille-et-Vilaine en date du 10 novembre 1997 ;

VU les avis du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt en date des 5 mai et 9 septembre 1997 ;

VU l'avis du Directeur Départemental de l'Equipeement en date du 4 septembre 1997 ;

VU les avis du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales en date des 9 juin et 29 août 1997 ;

VU l'avis du Directeur du Service Interministériel Régional des Affaires Civiles et Economiques de Défense et de la Protection Civile en date du 26 août 1997 ;

VU l'avis du Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours en date du 29 septembre 1997 ;

VU l'avis de l'Inspecteur du Travail, de l'Emploi et de la Politique Sociale Agricoles de Loire-Atlantique en date du 26 août 1997 ;

VU le rapport du Directeur des Services Vétérinaires, Inspecteur des Installations Classées en date du 19 décembre 1997 ;

VU l'avis favorable émis par le Conseil Départemental d'Hygiène dans sa séance du 13 janvier 1998 ;

VU le projet d'arrêté transmis à Mme Corinne ALLIOT en application de l'article 11 du décret n° 77-1133 susvisé, en l'invitant à formuler ses observations dans un délai de 15 jours ;

VU la réponse de Mme Corinne ALLIOT en date du 30 janvier 1998 ;

SUR la proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de Loire-Atlantique ;

### **ARRETE**

**ARTICLE 1** : Madame ALLIOT Corinne est autorisée à exploiter un élevage de volailles de 54000 animaux-équivalents de plus d'un mois au lieu-dit "La Chauvinais" sur la commune d'AVESSAC. Cet élevage est rangé parmi les installations soumises à autorisation sous la rubrique n° 2111-I de la nomenclature.

**ARTICLE 2** : L'élevage sera implanté et installé conformément aux plans joints à la demande d'autorisation.

L'intégration dans le paysage sera réalisée par des haies naturelles et des plantations seront prévues afin de masquer les bâtiments par rapport au milieu environnant.

**ARTICLE 3** : L'exploitation de l'élevage se fera au sol sur litière .

**ARTICLE 4** : Les murs et cloisons des bâtiments seront imperméables, maintenus en parfait état d'étanchéité sur toute la hauteur susceptible d'être souillée.

**ARTICLE 5** : **Approvisionnement en eau - Entretien des bâtiments et du matériel :**

L'approvisionnement en eau sera réalisé à partir du réseau public.

Les eaux pluviales non polluées ne seront pas mélangées aux eaux résiduelles et aux effluents d'élevage et seront évacuées vers le milieu naturel.

Toute communication entre le réseau d'eau potable et tout autre réseau d'eau, même potable est interdite. En conséquence, les interconnexions par vannes ou robinets seront supprimées et remplacées par des raccords simples.

Toutes les parties des bâtiments seront convenablement ventilées. Toutes mesures efficaces seront prises pour que le voisinage ne puisse être incommodé par les odeurs.

Toutes les parties de l'établissement, les ustensiles, les récipients et tous autres objets utilisés seront maintenus en bon état de propreté et d'entretien.

Les produits de nettoyage, de désinfection et de traitement seront stockés dans des conditions propres à éviter tout déversement accidentel dans le milieu naturel.

Les litières et les fientes seront convenablement entretenues pour éviter le dégagement d'odeurs et de poussières.

Entre chaque bande de dindes, la litière sera enlevée, le bâtiment sera nettoyé, désinfecté et un vide sanitaire sera réalisé.

**ARTICLE 6** : Les bâtiments seront convenablement ventilés. Toutes les mesures efficaces seront prises pour limiter les émissions d'odeur.

**ARTICLE 7** : Le fumier ne sera pas stocké sur place. En cas de stockage du fumier sur le site d'épandage, il sera recouvert d'une bâche pour éviter tout lessivage.

Son entreposage ne pourra avoir lieu à moins de 50 mètres de toute habitation, à 35 mètres des cours d'eau, 50 mètres des points d'eau utilisés pour la consommation, 5 mètres des routes et fossés.

L'épandage des fumiers à moins de 100 mètres de toute habitation ou de tout local habituellement occupé par des tiers, des stades ou des terrains de camping agréés à l'exception des terrains de camping à la ferme sera suivi d'un enfouissement sous vingt quatre heures.

La surface potentielle d'épandage (SPE) sera de 93,22 hectares, 31,2 ha seront mis à disposition par le GAEC de ROHAN à AVESSAC, 62,02 ha seront mis à disposition par Monsieur BERARD Alain sur les communes de LA CHAPELLE DE BRAINS, LANGON et RENAC.

Le stockage au champ du fumier sera interdit sur les parcelles suivantes : commune d'AVESSAC - section YC - Parcelles - 48 - 134 - 135 - 145 - 152 - 154 - 158 - 160 - 161 - 162 - 163 - 164 - 165 - 169 - 171 - 175 - 176 - 177 - 178 - 179 - 181 - 184 - 187 - 188 - 189 - 194 - 195 - 196 - 197 - 198. La parcelle ZE - 48 (a et b) sur la commune de LA CHAPELLE DE BRAIN a été retirée, la surface épandable étant trop faible.

Un cahier d'épandage sera tenu à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées. Il comportera les informations suivantes :

- le bilan global de fertilisation azotée, réactualisé, le cas échéant suivant les modifications d'assolement,
- les dates d'épandage,
- les volumes d'effluents ainsi que les quantités d'azote et de phosphore, épandues toutes origines confondues,
- les parcelles réceptrices,
- la nature des cultures,
- le délai d'enfouissement.

**ARTICLE 8** Les déjections ne subissant pas de traitement, l'épandage sera réalisé dans les conditions suivantes :

Les effluents liquides et les déjections solides de l'élevage seront soumis à une épuration naturelle par le sol et son couvert végétal.

Tout rejet direct dans les eaux superficielles et souterraines d'effluents non traités est interdit.

Les apports azotés, toutes origines confondues, organique et minérale, sur des terres faisant l'objet d'un épandage, tiendront compte de la nature particulière des terrains et de la rotation des cultures. Ils ne pourront en aucun cas dépasser les valeurs maximales suivantes :

- sur les prairies de graminées en place toute l'année (surface toujours en herbe, prairies temporaires en pleine production) 350 kilogrammes à l'hectare par an ;
- sur les autres cultures (sauf légumineuses) : 200 kilogrammes à l'hectare par an,
- sur les cultures de légumineuses : aucun apport azoté.

Ils seront établis à partir d'un bilan global de fertilisation annuel et raisonné.

Le Département de Loire-Atlantique étant classé en zone vulnérable, définie au titre du décret n° 93-1038 du 27 août 1993, relatif à la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole les apports azotés d'origine organique ne pourront en aucun cas dépasser les valeurs maximales suivantes :

- sur les prairies de graminées en place toute l'année (surface toujours en herbe, prairies temporaires en pleine production) 210 kilogrammes à l'hectare par an, jusqu'au 1er janvier 2003 et ensuite 170 kilogrammes à l'hectare par an ;
- sur les autres cultures (sauf légumineuses) : 170 kilogrammes à l'hectare par an,
- sur les cultures de légumineuses : aucun apport azoté.

L'exploitant déclarera au Préfet les modifications notables du plan d'épandage.

En aucun cas, la capacité d'absorption des sols ne sera dépassée, de telle sorte que ni la stagnation prolongée sur ces sols, ni le ruissellement en dehors du champ d'épandage, ni une percolation rapide vers les nappes souterraines ne puissent se produire.

L'épandage est interdit :

- à moins de 50 mètres des points de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines ou des particuliers ;
- à moins de 200 mètres des lieux de baignade et des plages ;
- à moins de 500 mètres des piscicultures et des zones conchylicoles, sauf dérogation liée à la topographie ;
- à moins de 35 mètres des berges et des cours d'eau ;
- pendant les périodes de forte pluviosité ;
- en dehors des terres régulièrement travaillées et des prairies normalement exploitées ;
- à l'aide de dispositif d'aéro-aspiration générant des brouillards fins ;
- sur des terrains à forte pente ;
- le samedi et le dimanche et les jours fériés ;

**ARTICLE 9** : Les déchets de l'exploitation et notamment les emballages, seront stockés dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution ou de nuisances pour les populations avoisinantes et l'environnement. Ils seront éliminés ou recyclés conformément à la réglementation en vigueur. Tout brûlage à l'air libre des déchets est interdit.

**ARTICLE 10** : Les cadavres seront stockés dans un congélateur en attendant leur ramassage par le camion d'équarrissage.

**ARTICLE 11** : Le niveau sonore des bruits émis par les équipements ne devra pas excéder les seuils fixés par l'Arrêté Ministériel relatif au bruit des installations classées (Arrêté ministériel du 20 août 1985). Il est complété par les dispositions suivantes :

- le niveau sonore des bruits en provenance de l'élevage ne devra pas compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité. A cet effet, son émergence devra rester inférieure aux valeurs suivantes,

*Pour la période allant de 6 heures à 22 heures*

<i>Durée cumulée d'apparition du bruit particulier T</i>	<i>Emergence maximale admissible en dB (A)</i>
T < 20 minutes	10
20 minutes < T < 45 minutes	9
45 minutes < T < 2 heures	7
2 heures < T < 4 heures	6
T > 4 heures	5

*Pour la période allant de 22 heures à 6 heures*

Emergence maximale admissible : 3 dB (A) à l'exception de la période de chargement ou de déchargement des animaux.

Les niveaux de bruit seront appréciés par le niveau de pression continu équivalent Leq.

L'émergence due aux bruits engendrés par l'installation restera inférieure aux valeurs fixées ci-dessus en tout point de l'intérieur des habitations riveraines occupées par des tiers ou des locaux riverains habituellement occupés par des tiers, que les fenêtres soient ouvertes ou fermées.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention qui seront utilisés à l'intérieur de l'installation seront conformes à la réglementation en vigueur.

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique gênant pour le voisinage tel que sirènes, avertisseurs ou haut-parleurs est interdit, sauf si son emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

**ARTICLE 12 :** Les bâtiments seront construits en matériaux au minimum "moyennement inflammables", la couverture étant en matériaux incombustibles. L'utilisation d'amiante ciment est interdite.

Les installations électriques seront réalisées selon les prescriptions de la norme C 15.100 relatives aux locaux humides présentant des risques d'incendie et les installations au gaz seront conformes aux normes en vigueur et maintenues en bon état. Elles seront contrôlées tous les trois ans par un technicien compétent et les rapports de contrôle seront tenus à la disposition de l'inspecteur des Installations Classées.

**ARTICLE 13 : Incendie - Moyens de secours**

La lutte contre l'incendie sera assurée par une borne d'incendie située à 180 mètres de l'exploitation au bord de la route.

**ARTICLE 14 :** En aucun cas, ni à aucune époque, ces conditions ne pourront faire obstacle à l'application des dispositions édictées par le livre II du Code du Travail et des décrets réglementaires pris en exécution dudit livre dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs, ni être opposées aux mesures qui pourraient être régulièrement ordonnées dans ce but.

**ARTICLE 15 :** L'autorisation faisant l'objet du présent arrêté est accordée sous réserve du droit des tiers. Elle ne dispense nullement des formalités relatives au permis de construire et cessera de produire effet si l'établissement n'a pas été ouvert dans un délai de trois ans ou s'il n'est pas exploité durant deux années consécutives.

**ARTICLE 16 :** Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions du présent arrêté il pourra, indépendamment des sanctions pénales encourues, être fait application des sanctions administratives prévues à l'article 23 de la loi du 19 juillet 1976, relative aux Installations Classées pour la protection de l'environnement.

**ARTICLE 17 :** Conformément aux dispositions de l'article 38 du décret du 21 septembre 1977 susvisé, l'exploitant d'une installation soumise à autorisation ou à déclaration est tenu de déclarer dans les meilleurs délais, à l'inspecteur des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976.

**ARTICLE 18 :** Conformément aux dispositions de l'article 20 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 susvisé :



4° - en cas de besoin, la surveillance à exercer de l'impact de l'installation sur son environnement.

Le Préfet consulte le maire de la commune concernée. En l'absence d'observations dans le délai d'un mois, son avis est réputé favorable.

Lorsque les travaux prévus pour la cessation d'activité par l'arrêté d'autorisation ou par un arrêté complémentaire sont réalisés, l'exploitant en informe le Préfet.

L'inspecteur des installations classées constate la conformité des travaux par un procès-verbal de récolement qu'il transmet au Préfet."

**ARTICLE 21** : Une copie du présent arrêté sera déposée à la Mairie d'AVESSAC et pourra y être consultée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la Mairie d'AVESSAC pendant une durée minimum d'un mois.

Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du Maire d'AVESSAC et envoyé à la Préfecture de Loire-Atlantique - Direction des Affaires Décentralisées et de l'Environnement - Bureau de la Protection de l'Environnement.

Une ampliation de cet arrêté sera transmise aux Conseils Municipaux d'AVESSAC, GUEMENE-PENFAO et MASSERAC.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de Mme Corinne ALLIOT dans les quotidiens "Ouest-France" et "Presse-Océan".

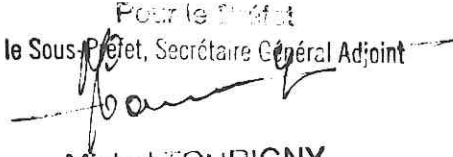
**ARTICLE 22** : Deux copies du présent arrêté ainsi qu'un exemplaire visé des plans de l'établissement seront remis à Mme Corinne ALLIOT qui devra toujours les avoir en sa possession et les présenter à toute réquisition. Un extrait de cet arrêté sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'établissement.

**ARTICLE 23** : Conformément aux dispositions de l'article 14 de la loi du 19 juillet 1976, la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de Nantes. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant et commence à courir du jour de la notification de la présente décision. Il est de quatre ans pour les tiers à compter de l'affichage de l'arrêté.

**ARTICLE 24** : Le Secrétaire Général de la Préfecture de Loire-Atlantique, le Sous-Préfet de CHATEAUBRIANT, le Maire d'AVESSAC et le Directeur des Services Vétérinaires, Inspecteur des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant par lettre recommandée avec accusé de réception.

NANTES, le - 9 FEV. 1990

LE PREFET

Pour le Préfet  
le Sous-Préfet, Secrétaire Général Adjoint  
  
Michel TOURIGNY

→ Pour le Préfet  
le Chef de Bureau Protection de  
l'Environnement

  
M. DELAVAL